

## *Le Maghreb, priorité politique, stratégique et économique pour l'Espagne*

# Les deux principaux partis politiques espagnols se rejoignent sur l'importance stratégique du Maroc.

**UN DEBAT D'AFKAR/IDEES** entre *Manuel Marín* et *Gustavo Arístegui*

**E**ntre 1996 et 2004, quels furent les réussites et les échecs de la politique espagnole au Maroc ? Qu'ont fait les gouvernements du Partii Populaire (PP) ? AFKAR/IDEES a convoqué les porte-paroles des Affaires étrangères au Congrès des deux grands partis politiques espagnols : Manuel Marín, ancien vice-président de la Commission européenne pour le PSOE, et Gustavo Arístegui, responsable parlementaire du PP. Dans leur conversation, ils ont évalué la politique de l'Union européenne (UE) vis-à-vis du Maghreb, les politiques d'immigration et surtout les relations entre l'Espagne et le Maroc, ainsi que celles avec l'Algérie et la Tunisie.

**AFKAR/IDEES :** *Comment évaluez-vous la politique espagnole vis-à-vis du Maghreb au cours de la dernière législature, concrètement depuis 2000 ?*

**MANUEL MARIN :** Nos relations avec le Maghreb ont mal commencé au début de la législature, mais se sont terminées de façon acceptable, et l'année dernière, la difficile situation avec le Maroc a été corrigée. La politique extérieure espagnole a toujours les mêmes problèmes avec le Maghreb qu'au début de la transition, bien que depuis cette époque, des tentatives aient été faites pour reconstruire les relations. Les différends sont les suivants : le futur du Sahara occidental; les revendications marocaines sur Ceuta et Melilla ; l'antagonisme généré entre l'Algérie et le Maroc. Il est nécessaire d'équilibrer les intérêts espagnols au sein



**Andreu Claret, co-directeur d'AFKAR/IDEES, Gustavo Arístegui et Manuel Marín, pendant le débat. /AFKAR/IDEES.**

du Maghreb, y compris en Tunisie et en Libye.

Ce qui s'est passé ces quatre dernières années est plus un problème de présentation, de ton et de forme dans la gestion des relations. Cela a généré des moments difficiles, dont le plus connu est la crise de l'île Leila en juin 2002. Dans ce cas, la réaction du gouvernement espagnol, de revenir au statu quo, était la bonne. Avec l'Algérie, les tentatives pour entamer de nouvelles relations ont dans un premier temps été inappropriées. Comme la politique marocaine clas-

sique se traduit par une réaction pro-française à chaque fois que les choses vont mal dans les relations avec Madrid, et vice-versa (les relations avec Madrid se développent quand celles-ci sont mauvaises avec Paris), le gouvernement espagnol a voulu succomber à la tentation : puisque les choses allaient mal avec le Maroc, il s'est tourné vers l'Algérie. En termes de politique d'Etat, il faut maintenir toujours un équilibre dans le Maghreb sans accentuer plus encore les difficultés entre le Maroc et l'Algérie. En résumé, après un début peu satisfaisant, il y a

# Le Maghreb est pour l'Espagne l'espace stratégique où l'atteinte d'un équilibre est essentiel

GUSTAVO ARÍSTEGUI

eu des moments difficiles, mais cela s'est relativement bien terminé.

**GUSTAVO DE ARISTEGUI :** Le Maghreb a toujours été l'une des grandes priorités de la politique extérieure espagnole. Les axes n'ont pas changé : par ordre de priorité, la Méditerranée ; le Maghreb et le Proche Orient constitueraient le second axe après l'Europe. Le Maghreb est l'espace stratégique où l'équilibre nous intéresse le plus. Au Maroc, il y a une nouvelle équipe autour du roi, et je crois que depuis 1999, les relations se sont arrangées. A des moments initiaux comme ceux-ci, il se produit des éloignements ou des mésententes qui peuvent conduire aux crises auxquelles Manuel Marín a fait référence, mais en tout état de cause, nous avons de solides bases pour les résoudre. Les relations actuelles, qui se confirment pour la première fois depuis longtemps, sont un fait.

**A/I :** *Peut-on parler d'une politique maghrébine de l'Espagne, ou seulement d'une somme de politiques bilatérales ?*

**G.A. :** Je crois qu'il y a toujours eu une politique maghrébine visant à considérer le Maghreb comme une unité. Mis à part le fait de disposer de la sous-direction générale d'Afrique du Nord, consacrée au Maghreb, le gouvernement déploie des efforts extraordinaires dans la région. Aucun professionnel en matière de relations internationales, ne peut aspirer à émettre un avis substantiel s'il ne connaît pas à fond le nord de l'Afrique, et pas seulement les relations politiques avec le Maroc. Il est cependant évident qu'il s'agit du principal voisin, puisque de l'ordre de 800 entreprises

espagnoles y sont implantées, avec une marge de croissance parfois très importante. Il est vrai que les différences de revenu entre l'Europe et l'Afrique du Nord, aspect sur lequel je rejoins Manuel Marín, rendent difficile la stabilité politique et économique et les perspectives de travail.

Somme de politiques bilatérales ? Tous les gouvernements démocratiques ont agi comme si la stabilité du nord de l'Afrique était prioritaire pour l'Espagne. La raison du rapprochement avec le Maroc et de la récupération du rôle principal de l'Algérie une fois vaincue sa crise, repose plus sur cette cause que sur une raison de compensation. L'Algérie a été soutenue par l'Espagne aux périodes de violence les plus difficiles, dans les années quatre-vingt-dix. Bien que ce soutien fut moins visible, il s'est produit des échanges bilatéraux, des ministres algériens sont venus en Espagne et des ministres espagnols ont visité l'Algérie, sous la législature précédente.

Pour sa part, la Tunisie est un petit pays entouré de deux grands, qui a conservé la paix et qui, malgré les difficultés, connaît un processus d'évolution interne. Son gouvernement n'est pas démocratique, et elle a encore un long chemin à parcourir.

## La contribution espagnole au Processus de paix

**A/I :** *Une partie de la politique espagnole dans le Maghreb s'exprime à travers l'Union européenne (UE) dans le Processus de Barcelone. Croyez-vous qu'au cours des quatre dernières années, l'Espagne ait apporté des initiatives significatives à ce Processus et envers le Maghreb ?*

**M.M. :** Malheureusement, le Processus de Barcelone a connu son expansion au moment de la théorie des dividendes de la paix: un ordre international s'achève, le mur de Berlin disparaît, le communisme s'écroule, un seul système triomphe et s'ouvre sur l'ère des libertés, de l'économie de marché, de la mondialisation, des droits de l'homme. C'est dans une telle ferveur que surgit le Processus de Barcelone, les réunions d'Oslo et la signature, à la Maison Blanche, de l'accord entre les israéliens et palestiniens. Dans ce contexte, l'UE a conçu une architecture reposant sur trois piliers, le premier étant la garantie de paix et de stabilité en Méditerranée, directement conditionnée par une résolution efficace du Processus de paix. Mais à mon avis, le point d'inflexion fondamental a été l'assassinat du premier ministre Isaac Rabin en novembre 1995 ; son successeur, Benjamin Netanyahu s'est consacré pendant les trois ans de son mandat à saboter tout ce que ses prédécesseurs avaient fait, et le Processus de Barcelone est entré dans une crise de contamination.

Dans un autre domaine, il est possible qu'en termes horizontaux, le Processus de Barcelone puisse fonctionner sans résoudre préalablement le conflit du Proche Orient, mais l'expérience de ces dernières années démontre que c'est impossible, et que certains pays ne vont pas l'accepter. Une autre question serait pourquoi ne pas séparer les relations de l'Europe avec le Maghreb et le Machrek. Des tentatives ont ainsi été faites de mettre en marche un type de politique avec le Groupe 5+5. Il s'agissait des architectures pentagonales lancées par le ministre des affaires étrangères italien d'alors, De Michelis ...

# Le Maroc doit ouvrir son économie, en finir avec la bureaucratie et baisser les taux d'intérêt

MANUEL MARÍN

C'est sous la présidence espagnole de l'UE (premier semestre 2002) qu'a été signé le Pacte de Valence, par la suite ratifié à l'occasion de l'invitation d'Abdelaziz Bouteflika. On lui indiqua alors que la crise avec le Maroc pourrait évoluer. Peut-être ne voulait-on pas reconnaître le facteur algérien ni infliger de plus grandes difficultés à Rabat dans son contentieux avec Madrid. A partir de là, si l'on examine l'accord de Valence, ses conséquences sont mortes au bout de 48 heures : la situation que provoquaient les difficultés infranchissables à sa mise en marche s'est compliquée, et de nouveaux facteurs d'instabilité sont apparus : la non matérialisation des espoirs placés dans la *Feuille de Route* ; les guerres en Afghanistan et en Irak, avec leurs conséquences pour la zone ; la position du gouvernement israélien et la construction du mur en Israël, ainsi que le confinement, dans la pratique, du président de l'Autorité Nationale Palestinienne, Yasser Arafat, en arrêt domiciliaire depuis bientôt deux ans. Toute amorce de solution semble alors impossible. C'est une crise qui va durer encore longtemps.

**A/I :** *Et pour ce qui est du Maghreb ?*

**M.M. :** Dans le cas du Maghreb, il existe un certain espoir, mais il sera difficile que l'élan décisif vienne de l'UE. C'est un exercice que les responsables maghrébins se donnent pour objectif politique. Y compris le président libyen, Mouammar Kadhafi, a exprimé ses intentions en ce sens. Pour cela, il faut en finir avec leurs problèmes de sécurité respectifs, avec toute cette charge de méfiances historiques ... Et en particulier, avec le conflit du Sahara.

**G.A. :** Je crois que le Processus de Barcelone est une démonstration : l'Espagne a tenté de convaincre le reste de l'Europe que la politique méditerranéenne de l'UE n'est pas un caprice des pays du Sud. Je dois reconnaître l'effort de l'ancien président Felipe González pour tenter de convaincre les allemands qu'au moins 70 % de l'argent destiné par l'UE aux pays de l'Europe de l'Est soit destiné aux voisins du Sud. C'est ainsi que sont nés les fonds du Processus de Barcelone : 4,3 milliards d'écus, aujourd'hui euros. Cette somme a démontré que le processus ne se fait pas seulement avec de l'argent. Les difficultés sont de deux ordres : en premier lieu, structurelles, dans la question économique, en tant qu'instrument de coopération. Dans le domaine culturel, politique, de dialogue entre civilisations, la problématique était bien posée, mais il n'en était pas de même de l'exécution pratique des projets. Il y avait une immense quantité d'argent qui ne respectait pas la logique que doit avoir tout projet de coopération : en premier lieu, identifier les besoins du récepteur ; deuxième, établir des mécanismes d'exécution des projets avec une véritable transparence, efficaces, avec des délais raisonnables ; troisième, faire un suivi de l'exécution des projets ; en quatrième lieu, effectuer un contrôle des dépenses, ce qui n'était pas établi. Aujourd'hui, une quantité importante de cet argent n'est toujours pas dépensée. Nous devons tous faire un minimum d'examen de conscience.

Il y a en outre des difficultés géopolitiques : la Méditerranée a été considérée comme une unité, dans un sens beaucoup plus large que ce qui semblait au début. C'est-à-dire que la Jordanie et les autres Etats non riverains étaient considérés, aux effets d'Euro-

med, comme des pays méditerranéens. Cela avait des avantages, mais renforçait également la contamination permanente du Processus de paix sur celui de Barcelone. Toutes les crises de dialogue ou de fonctionnement dans le Processus de Barcelone étaient en rapport avec le Processus de paix. Les difficultés que nous avons vécues avant le Sommet de Valence d'avril 2002 étaient justement dues au fait que l'on vivait les heures les plus noires de la stagnation du Processus de paix. Cela signifie que mis à part les efforts pour séparer les deux problèmes, les exercices tels que le Groupe 5+5 cherchent à isoler le Maghreb de l'influence négative du Processus de paix, pour agir avec une plus grande efficacité. Ainsi, l'un des domaines où le dialogue du 5+5 fonctionne le mieux est celui de la sécurité, parce que les seules réunions annuelles qui sont maintenues de façon inaltérable sont justement celles des ministres de l'Intérieur de la Méditerranée occidentale.

Finalement, nous n'avancerons pas dans la construction de la politique euro-méditerranéenne sans expliquer aux nouveaux membres de l'UE qu'il s'agit-là d'une vocation européenne de tous. Le Maghreb et la politique euro-méditerranéenne sont aussi importants pour l'Espagne, l'Italie, la Grèce, le Portugal ou la France qu'ils doivent l'être pour l'Allemagne, l'Estonie ou la Pologne.

## Les politiques d'immigration

**A/I :** *La dimension humaine dans les relations entre l'Espagne et le Maghreb a acquis une grande importance au cours des dernières années à la suite de l'immigration, et un grand débat a été lancé sur les politiques d'intervention dans ce domaine.*

## L'Espagne a agi comme un pays de transit des immigrés, alors qu'elle était un de destination

GUSTAVO ARÍSTEGUI

**M.M. :** Au cours des dernières années, l'immigration a montré une plus grande croissance. D'après les données présentées par la Fondation des Caisse d'Épargne (Funcas), au cours des 25 prochaines années, l'Espagne connaîtra la même évolution que ce qui s'est produit dans le reste de l'Europe plus riche. Ce problème doit être abordé en sachant en outre qu'en raison du développement économique espagnol, le facteur d'intégration se fera plus rapidement que dans d'autres pays. L'immigration traditionnelle, née des colonies, jusqu'à la décolonisation des années soixante ou soixante-dix, a créé des sociétés interculturelles plus ou moins assimilées dans les pays de l'UE. Mais pour nous, c'est un phénomène relativement nouveau. D'après les chiffres officiels du délégué du gouvernement pour l'immigration, ce sont les pays du Maghreb qui apporteront les plus grands contingents. De plus, ce contingent ne se distribue pas de façon homogène ni équilibrée : il se concentre, par exemple, à Barcelone et à Madrid. Cela génère donc d'autres problèmes d'organisation, d'intégration, de contrôle...

**A/I :** *On en est même arrivé à établir une corrélation entre ce grand contingent provenant du Maroc et le crime. Quelles sont vos propositions pour résoudre une telle situation ?*

**M.M. :** Les accords récemment signés constituent un pas en avant, qui devra être complété par une décision de l'UE, par laquelle, selon le Traité d'Amsterdam, avant 2005, il y aura un accord sur l'immigration en Europe. Cette année, le visa européen devrait entrer en vigueur. C'est un point positif, dans la mesure où la partie la plus difficile, à

savoir le premier accord bilatéral avec le Maroc (décision administrative de rapatrier les clandestins) a fait l'objet d'une solution européenne.

**G.A. :** Pour les espagnols, le problème de l'immigration c'est qu'elle a surpris de nombreux responsables, aussi bien de droite que de gauche ou du centre. Un facteur ayant contribué à cette situation c'est que l'Espagne a été identifiée comme un pays de transit, alors qu'en réalité, était un de destination. Parce que nous prospérons à grande vitesse ; le marché du travail s'accroissait de façon vertigineuse et parce qu'il y avait des secteurs professionnels qui intéressaient peu les espagnols et beaucoup les immigrés. Mais il y a aussi d'autres phénomènes : le climat par exemple, qui pourrait sembler une banalité mais ne l'est pas, dans la mesure où nombre d'immigrés ne résistent pas à un climat froid. D'autre part, en Espagne, nous n'avons pas encore assisté – et j'espère que cela n'arrivera pas – à des problèmes de xénophobie, de racisme ou de rejet, malgré quelques foyers très négatifs qu'il faut étouffer immédiatement. Nous devons penser en outre au ratio salaire / pouvoir adquisitif beaucoup plus élevé en Espagne que dans d'autres pays où l'on gagne plus, mais où le coût de vie est plus élevé.

Nous devons nous focaliser sur deux piliers essentiels d'une politique d'immigration, qui soit sérieuse et n'appelle pas constamment à ce qui est « politiquement correct ». On ne peut pas être populiste ou utopique, et dire « portes ouvertes : qu'entrent tous ceux qui veulent... » ou « les immigrés sont négatifs et viennent nous priver de notre pain », comme le disent les partis européens d'extrême droite.

**A/I :** *Quelles seraient vos propositions pour faire face à ces flux migratoires ?*

**G.A. :** Un contrôle efficace des frontières, parce que nos accords internationaux nous l'imposent, parce que la politique des portes ouvertes est utopique et irresponsable (nous finirions par partager marginalisation et pauvreté au lieu de notre prospérité), et parce que c'est une raison de sécurité élémentaire que nous impose Schengen. Nous avons les politiques d'intégration, contenues dans les 62 conclusions du Sommet de Tampere, d'octobre 1999. Cela signifie que les immigrés auront les mêmes droits et les mêmes obligations que les citoyens des Etats membres. Finalement, il y a la lutte implacable contre le trafic illicite des êtres humains, l'un des pires crimes. De nombreux trafiquants de drogue étaient passé au trafic des êtres humains. Jusqu'alors, il était pénalement moins cher de trafiquer avec des personnes qu'avec de la drogue. Il faut apprendre la gestion moderne et efficace des flux migratoires. Quel est le grand problème auquel nous devons faire face ? Alors que certains pays ont développé des mécanismes, des structures et des critères de gestion des flux migratoires adaptés à des migrations qui se sont déroulées sur 30 ou 40 ans, l'Espagne doit répondre à une immigration qui date seulement de six ou sept ans. Cela génère des tensions, même d'ordre administratif, dans la mesure où nous devons nous adapter rapidement pour répondre aux nouveaux besoins. Il y a des expériences positives : l'australienne, la néo-zélandaise, la canadienne, l'américaine ... En Europe, l'Allemagne a été le seul pays à employer des critères modernes de gestion de flux migratoires.

## En 2005 entrera en vigueur le visa européen, un pas en avant vers une politique d'immigration

MANUEL MARÍN

**A/I :** *Il existe un grand déséquilibre entre ce que réclament les entreprises et ce que demande l'économie espagnole. On parle de centaines de milliers d'immigrés pour résoudre les besoins du pays dans les prochaines années, tandis que les contingents restent fixés à quelques dizaines de milliers.*

**M.M. :** Sur ce problème, un accord a été passé entre les deux principaux parti, PP et PSOE. Jusqu'en novembre 2003, les problèmes de l'immigration ont été éminemment politiques, au pire sens du terme. Un accord avait été dressé contre la réalité : le fameux effet d'appel a été utile pour les élections de 2000 ; par la suite, le Plan Greco, sans pratiquement aucune dotation budgétaire. On a laissé les Communautés autonomes et les maires se responsabiliser de l'immigration. En Catalogne, il y a eu des cas significatifs avec la récolte des champs fruitiers, à Lérida, où les problèmes sont croissants... Mieux vaut ne pas se rappeler de ces trois ans de l'ancien secrétaire d'Etat pour l'Immigration : l'une des pires gestions imaginables. A partir de novembre, nous nous sommes mis d'accord : les critères signalés par Gustavo Arístegui sont corrects. L'intérêt de l'Espagne est que l'espace Schengen se développe rapidement, de même que les dispositions liberté / justice, non pas tant pour le problème de l'immigration que pour ce que nous appelons « terrorisme ou sécurité ». Nous avons besoin de politiques migratoires plus actives. Pour le moment, aucun choc n'a été observé entre les espagnols et les immigrés, mais il faut rester vigilant. L'application des modules de logement de protection sociale fait que nombre d'immigrés, en raison de leur salaire ou de leur nombre d'enfants, passent avant les



**Gustavo Arístegui et Manuel Marín, porte-paroles des Affaires étrangères au Congrès pour le PP et le PSOE, respectivement.** / AFKAR/IDEES.

espagnols qui attendent d'avoir leur maison. Des préjudices commencent également à apparaître dans l'éducation publique, où l'on compte plus d'immigrés que de co-nationaux, et où il manque de professeurs préparés pour affronter la situation. Il s'agit de problèmes qui devront être abordés au cours de la prochaine législature. D'autre part, il est satisfaisant d'annoncer que la Sécurité Sociale est en excédent, mais cela est partiellement dû à l'incorporation rapide et massive des immigrés sur le marché du travail. Même dans certaines Communautés, comme la Catalogne, le ratio de rénovation de la pyramide de population est soutenu par les immigrés.

Cela requiert d'un accord national entre toutes les forces politiques, patronales, syndicales ... Je rejoins Gustavo de Arístegui sur le fait que les systèmes des quotas sont morts, et que nous devons parler de gestions des flux migratoires. Nous nous trouvons à des années lumière de la flexibilité du modèle du Canada et de la Nouvelle-Zélande, où les syndicats, entrepreneurs et administrations déterminent les postes de travail requis. Ce modèle implique un degré de prise en charge de responsabilité par le pays émetteur de main d'œuvre. On a commencé avec le Maroc, on a poursuivi avec l'Equateur, et on commence à travailler avec la Colombie, mais nous devons comp-

# Pour attirer les IDE, il est nécessaire de disposer de garanties juridiques, d'empire de la loi

GUSTAVO ARÍSTEGUI

ter sur une véritable architecture, authentique et rapide.

## Le Maroc : le 'Nouveau Lion' de l'Europe

**A/I :** *Quels sont les principaux problèmes freinant les investissements des entreprises espagnoles et européennes au Maghreb ?*

**M.M. :** Je raconterai l'impression de mon voyage au Maroc en 1999. Les marocains voulaient être compétitifs sur la zone euro, lorsque la troisième phase, celle des taux d'intérêt, fut mise en marche. En raison de la convergence, les intérêts diminuaient et un entrepreneur européen, dans la zone euro, travaillait avec des taux d'intérêt de 3,5 à 4 %, tandis qu'au Maroc, la moyenne était comprise entre 17 % et 19 %. Le Maroc possède, mutatis mutandis, une relation économique semblable à celle qui existe entre le Mexique et la zone ALC. Comment auraient-ils pu être compétitifs si les espagnols, qui avaient une meilleure formation, un tissu industriel plus développé, de meilleures infrastructures, travaillaient à 4 %, et eux à 18 % ? Ma réaction fut donc de leur dire qu'ils devaient accélérer à fond leurs réformes internes, ou sinon leur compétitivité serait très compromise dans la zone euro. Ceci a eu une influence sur différents plans, sur différents pouvoirs.

**A/I :** *De fait, les entreprises espagnoles qui travaillent là-bas sont financées en Espagne ...*

**M.M. :** Il y a cinq ans, le Maroc aurait dû être ce que l'on appelle au Mexique le « Nouveau Lion » : la grande machine,

la grande industrie d'assemblage, ce que fait aujourd'hui la Slovaquie. Ils avaient la main d'œuvre, mais il leur manquait le financement, et surtout la bureaucratie et la sécurité juridique. Ainsi, par exemple, nous avons négocié avec Agnelli pour amener le modèle Paleo du Brésil et l'installer au Maroc pour faire de la Seat 600 le véhicule familial du Maghreb. Agnelli était d'accord, et bien que dans l'automobile, la période transitoire fixée soit de sept ans, Fiat déclara : « D'accord, je me lance dans l'aventure, mais j'ai besoin de 10 ans d'exclusion et je reste avec tout le marché du Maghreb ». Les autres, Ford, Citroën, n'étaient pas intéressés. Dans un tel contexte, le Maroc et même l'Algérie auraient dû être le Nouveau Lion de l'Europe. Je leur demandai : pourquoi ne pouvez-vous pas faire cela ? Il est clair que ce n'était pas une question de main d'œuvre. Si l'on va à Billancourt, au siège de Renault, et que l'on voit sortir tous les ouvriers de montage, de l'ordre de 40 % à 50 % sont des maghrébins ; il y a des polonais et des hongrois, mais la main d'œuvre est surtout maghrébine. Mais une zone de libre échange constitue un changement radical dans le système de valeurs de marché et des sociétés, et certaines autorités algériennes ne voulaient même pas en entendre parler.

Il y avait – et il y a toujours – trois problèmes : différentiel de financement, bureaucratie et absence de garanties juridiques. Le différentiel par unité de coût produite provoque la délocalisation. Nous venons de le voir en Catalogne avec Philips et Samsung, qui vont en Slovaquie car celle-ci offre la moitié du coût espagnol. Le Maroc aurait pu être la zone de développement industriel et semi-industriel des montages/assemblages d'une grande partie de l'industrie européenne.

**G.A. :** Il est nécessaire de compter sur un minimum d'Etat de Droit, un minimum d'empire de la loi, suffisamment stable, enraciné.

**M.M. :** Pourquoi cela ne s'est-il pas fait ? Ils avaient la main d'œuvre, des travailleurs merveilleux. Le cas de Telefonica est un bon exemple de ce que l'on aurait pu obtenir au Maroc. Les difficultés sont incontournables tant que, comme l'a souligné Gustavo de Arístegui, l'économie ne s'ouvre pas...

**A/I :** *En Espagne, les opérateurs économiques, les Chambres de Commerce, la propre administration, ont-ils fait preuve de pédagogie pour susciter l'intérêt des entreprises vis-à-vis du Maroc ?*

**M.M. :** L'évolution du Maroc a été la suivante : le ministre Fathallah Oualalou arrive à faire promulguer la Loi de Privatisation. Le Maroc se soumet ensuite aux sentences et à l'arbitrage du Tribunal de Commerce de Paris, ce qui est une garantie. Depuis le XVI<sup>e</sup> siècle, il s'agit de l'organe chargé de résoudre les différends commerciaux entre les entreprises : il est respecté dans le monde entier. Mais finalement, sous Hassan II, Rabat choisit de se retirer, et l'accord avec le Tribunal de Paris devient nul et sans effet. Il s'agit-là d'une défaite de la rationalité économique, commerciale, des entreprises ...

**G.A. :** Quelles formules animent les grands investisseurs à s'installer au Maroc ? Les 800 entreprises espagnoles ne sont pas, dans leur majorité, de grandes entreprises, mais plutôt des petites et moyennes. Pour que les investissements décollent, il est essentiel qu'il y ait une stabilité politique. Certains pays du Maghreb s'en sont

# Le Sahara souffre d'un problème de fatigue diplomatique : plus de 30 ans de négociation

MANUEL MARÍN

rapprochés, mais d'autres pas. Il est en outre indispensable de disposer d'un système juridique qui garantisse l'Etat de Droit, reposant sur la séparation des pouvoirs. Un pouvoir judiciaire indépendant assure que tout conflit avec un fournisseur, un client, un travailleur, soit résolu par le Droit, et non par de sombres influences. Il est également nécessaire de compter sur une législation favorisant l'environnement, de protection des investissements, la flexibilisation de certains marchés, y compris le financier. Ces bases sont incontournables. Tout a été inventé.

**A/I :** *La somme des erreurs de financement, celles de la bureaucratie, les irrégularités et l'absence de garanties juridiques, rend la situation très difficile, voire même impossible, pour les entreprises espagnoles et européennes ... Que doit faire le gouvernement espagnol pour progresser ?*

**M.M. :** Pour que le marché marocain et maghrébin se consolide, il doit faire un effort interne. Les solutions vont difficilement venir d'Espagne ou de l'UE. Il y a des gens forts capables au Maroc, en Algérie, en Tunisie ...

## Le Sahara occidental

**A/I :** *Que pensez-vous de la position de l'Espagne vis-à-vis du Sahara occidental ? A quel point ne devrait-elle pas moduler sa position pour y avoir une plus grande capacité d'intervention après le Plan Baker ?*

**M.M. :** C'est difficile. Ce que le Maroc aimerait, c'est que l'Espagne déclare qu'il n'y aura pas un Sahara indépendant. C'est là le message que soutiennent les différents partis. La diploma-

tie marocaine, les hommes politiques, les hommes d'affaires, maintiennent tous un discours clair et ferme : il n'y aura jamais un Sahara indépendant ; nous pouvons uniquement augmenter l'offre d'autonomie et négocier cette possibilité dans le cadre du Plan Baker. Au sein du PSOE, nous comprenons sa position, mais la solution doit compter sur la conformité des parties en présence, y compris celle du Front Polisario, car sinon il serait difficile d'en assurer la stabilité et durabilité. D'où proviennent les dernières difficultés du Maroc ? Les membres du Polisario tentent un tournant stratégique spectaculaire, non prévu par la diplomatie marocaine : dans un premier temps, ils acceptent le Plan Baker, mais ils verront par la suite. Je pensais que Rabat allait l'accepter sous certaines conditions, comme prolonger le délai de cinq ans de cohabitation jusqu'à 10 ou 15 ans. Mais une fois de plus, il a adopté une position stricte, intransigeante, rendant difficile l'adoption d'une véritable solution. D'autre part, il est difficile d'imaginer que le Plan Baker, appuyé par les USA, oublie le rôle que ce pays et son administration actuelle attribuent au Maroc dans ses relations avec la Méditerranée. De plus, les USA tiendront également compte de l'équilibre avec l'Algérie, important pour leur propre concept de la sécurité au sein de la Méditerranée. Ainsi, si l'on n'arrive pas à une solution ou si l'on n'accepte pas d'élargir l'autonomie, il sera difficile de maintenir la situation actuelle. Le problème du Sahara, après plus de 20 ou 30 ans sans solution, est entré dans une phase de fatigue diplomatique.

**G.A. :** L'Espagne doit maintenir sa neutralité active, qui a tant de fois irrité les

uns et les autres. Elle possède une certaine responsabilité vis-à-vis des sahraouis, mais également des marocains. Non pas parce que nous disons qu'ils n'ont pas de souveraineté, mais parce que nous sommes voisins, et que nous sommes un pays qui fut la puissance colonisatrice et métropolitaine du Sahara occidental. L'Espagne doit travailler activement pour aider le Maroc à garantir sa stabilité, mais nous n'allons pas renoncer à une issue raisonnable, équilibrée, convenant aux deux parties. Je ne crois pas que ce soit impossible ; dans une large mesure, je suis d'accord avec le diagnostic de Manuel Marín sur la stratégie du Maroc et les 20 ans d'autonomie. Cela aiderait à diluer les difficultés actuelles. Au Sahara, il y a une partie de la population qui est en dehors et considère que leur seul contact avec le Maroc est teinté d'hostilité ; il y a ensuite des soupçons, que certains marocains reconnaissent en privé, qu'en cas de référendum, les sahraouis marocains voteraient en faveur de l'indépendance. Ils pensent que pendant longtemps, de nombreux investissements ont été réalisés pour attirer les sympathies des sahraouis ; ceux-ci ont changé la physionomie du Sahara, mais ils pourraient cesser dès le jour où il passera sous la souveraineté marocaine. Cette crainte existe.

La position espagnole doit être une neutralité active, se référant strictement à celle des Nations Unies. Et au sein de l'ONU en toute discrétion, essayer de rapprocher les positions, afin de se transformer en catalyseur de l'accord, et non en obstacle. Lorsque l'accord s'incline plus contre les intérêts de l'une des parties, la moins favorisée succombe à la tentation de penser que l'Espagne n'est pas forcément très attentive à ses intérêts, mais il n'en

# L'Espagne doit jouer un rôle de passerelle entre le Maghreb et l'Europe, aussi avec les USA

GUSTAVO ARÍSTEGUI

n'est pas ainsi. L'Espagne ne veut porter préjudice à aucune des parties. Nous voulons garantir la paix et stabilité dans la zone.

## Les devoirs du nouveau gouvernement

**A/I :** *Lorsqu'un parti gagne, le premier voyage officiel du nouveau président du gouvernement élu se déroule généralement au Maroc. Que devraient faire et dire Mariano Rajoy ou José Luis Rodríguez Zapatero, en rapport avec les quatre dernières années ?*

**M.M. :** Il se produira une normalisation des relations avec le Maroc lorsque les deux parties développeront l'accord de coopération et d'amitié existant. Un certain nombre de problèmes de confiance ont été résolus à l'occasion du dernier sommet du mois de décembre 2003, mais il faut continuer à progresser, car il reste encore beaucoup à faire : problèmes territoriaux, la situation du Sahara, les investissements, l'immigration, les relations culturelles... Tout ceci doit faire partie d'un ordre du jour concret, qui devrait être accordé le plus vite possible.

**G.A. :** Dans le cas de l'agriculture, nous devons faire en sorte que certains produits de base pour le développement européen puissent entrer avec moins de restrictions dans les pays développés. Mais ne surestimons pas l'incidence de ces mesures sur le commerce général. Si nous ouvrons les frontières espagnoles et européennes aux tomates, combien de tomates de plus peut consommer un européen, combien cela signifiera-t-il en écarts de développement ? 500 millions de consommateurs peuvent consommer

un certain nombre de produits maraîchers. Il existe un problème de valeurs communicants, de prix. Lorsqu'ils commencent à entrer, ils s'équilibrent. C'est une question de marché.

**A/I :** *Dans cet ordre du jour, qu'apporte l'Espagne au Maroc ?*

**G.A. :** L'Espagne apporte beaucoup au Maroc. Entre autres pays, c'est le grand avocat, en Europe, de la cause méditerranéenne. Mais aussi dans la relation transatlantique. D'autre part, l'Espagne maintient sa vocation de pont entre le Maghreb et l'Europe. Ainsi, nous avons longtemps appuyé, au sein du Conseil des ministres de la Justice et de l'Intérieur, les propositions du Maroc ou de l'Algérie. C'est aussi un pays qui ouvre ses portes culturelles et sociales, face à sa croissante communauté de marocains, et ceci pour des raisons d'histoire commune. Hassan II disait que la géographie et l'histoire avaient condamné le Maroc et l'Espagne à s'entendre. Il est temps qu'ils s'intègrent et fassent preuve d'un dialogue plus fluide.


L'Espagne peut contribuer au développement du Maroc dans bien des domaines : nous sommes le premier investisseur, de façon structurelle et engagée, non conjoncturelle et spéculative, et c'est une bonne voie. Aujourd'hui, des petites et moyennes entreprises y travaillent, et à l'avenir, dans un cadre juridique et un environnement de fiabilité suffisamment stables, beaucoup plus d'entreprises pourront s'y installer. En outre, l'Espagne peut apporter au Maroc une profondeur stratégique dans ses relations extérieures, dans la mesure où elle possède plus d'axes de politique extérieure. Des initiatives telles que

le Sommet de Carmona, entre l'Amérique latine et le monde arabe, parrainé par le gouvernement socialiste, peuvent constituer, à mon avis, des apports qui octroient une profondeur stratégique aux relations du Maroc.

**A/I :** *Les marocains rêvent aujourd'hui que la Wider Europe postulée par Romano Prodi puisse conduire l'UE à moduler sa politique méditerranéenne vers le Maghreb. Va-t-il y avoir un quelconque type d'accord nouveau, de proposition nouvelle ?*

**M.M. :** L'objectif n'est aucun secret. Il s'agirait de recommencer peu à peu, dans la zone méditerranéenne, l'expérience de l'espace européen. C'est-à-dire, permettre à ces pays de parvenir à un accord d'association, un modèle que nous appellerions suisse ou israélien : des pays qui ne sont pas membres de plein droit, mais possèdent la capacité de faire des apports – matériels, financiers, juridiques ... – aux politiques communautaires. Par exemple, les suisses dans la partie financière, les israéliens dans les aspects techniques.

**G.A. :** Les marocains ne doivent pas se soucier du ralentissement des intérêts européens envers la Méditerranée. Les pays du Sud doivent être la conscience des autres européens, et je répète que la Méditerranée intéresse aussi bien les grecs que les suédois. Si nous ne le comprenons pas, nous ne pouvons pas comprendre le continent européen. L'Europe est déjà un acquis communautaire. Et c'est là un chapitre de très grand intérêt, un grand horizon pour les nouveaux membres. Y compris les futurs membres associés à la rive sud. ■

 Europa busca una relación más profunda con los países del sur del Mediterráneo una ya